

# CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE HAUTS DE FRANCE

## **OBJET DU MARCHE**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**Marché de travaux de tri, de chargement et d'évacuation des dépôts sauvages sur le port d'Haubourdin**

### **Marché passé selon une procédure adaptée**

en application des articles L 2123-1 et suivants et R 2123-1 et suivants du code de la Commande publique

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)**

#### **Entité adjudicatrice :**

PORTS DE LILLE– C.C.I.H.D.F.  
Place Leroux de Fauquemont  
CS 91394  
59 014 LILLE cedex

## **ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 – Objet du marché**

Le présent marché concerne le tri, le pesage, le chargement et l'évacuation de dépôts sauvages comprenant de l'amiante, des produits dangereux, des encombrants etc.... situés sur le Port d'Haubourdin.

Tous les déchets, quelle que soit leur catégorie, devront être acheminés vers des centres de traitement spécialisés de sorte à minimiser l'impact environnemental des opérations. Ce marché inclut également une variante pour le transport des encombrants (DIB) par voie d'eau vers des centres de traitement agréés.

L'évacuation des végétaux présents, des cassons de briques (issus de la déconstruction de l'usine) et des déchets inertes (briques, parpaings, tuiles...) n'est pas demandée. Ces points sont évoqués plus en détail en point 2.1 et 2.3. du CCTP.

Le marché sera conclu à prix unitaires. Le marché ne comporte pas de montant minimum mais comporte un montant maximum de 300 000,00€ HT.

NB : Le marché étant à prix unitaires avec un montant maximum, il est précisé que le Titulaire doit exécuter les prestations jusqu'à la limite, le cas échéant, de ce montant maximum de 300 000,00€ HT.

Il est rappelé que certains déchets à évacuer contiennent de l'amiante. Ainsi, les candidats au présent marché doivent disposer de certifications et d'habilitation leur permettant d'intervenir dans l'amiante, notamment :

- Certificats de qualifications professionnelles ou moyen de preuve équivalent : certificat QUALIBAT 1552 ou moyen de preuve équivalent pour les candidats.
- Certification unique amiante ou pré-certification (lettre d'accusé réception du dossier par l'organisme certificateur et règlement du bon de commande conditionnant l'instruction faisant foi) délivrée par un des organismes certificateurs accrédité.

NB : si le candidat ne dispose pas de ses habilitations / certifications en propre, il peut s'associer avec des sociétés en disposant sous la forme de co-traitance ou de sous-traitance. En tout état de cause, la preuve des certifications et habilitations demandée est obligatoire sous peine de rejet de la candidature.

### **1.2 – Allotissement du marché**

Le marché est passé e un lot unique.

### **1.3 – Variantes – Tranches**

Variantes :

Le marché comporte une variante facultative : Transport des déchets par voie fluviale.

Le candidat peut proposer une variante portant sur le transport des déchets par voie d'eau à partir Port d'Haubourdin jusqu'au centre de traitement. Cette variante doit être chiffrée et décrite dans le mémoire technique. Il est rappelé que le dépôt d'une offre de base est nécessaire et obligatoire avant le dépôt de l'offre variante.

#### Tranches

Le marché ne comporte pas de tranches.

### **1.4 – Options – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Le marché ne comporte pas d'option.

### **1.5 – Dispositions générales**

#### **1.5.1 – Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'entité adjudicatrice.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera de 10% du montant du marché.

Toutefois, ce montant ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### 1.5.2 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire du ou des lots entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du..... ayant pour objet.....

Ceci concerne notamment les articles L2410-1 et suivants du code de la commande publique relatifs à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

### 1.5.3 – Assurances

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Le titulaire devra justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'entité adjudicatrice et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 1.6 – Définition des parties contractantes

### 1.6.1 – Cotraitant

Pour le présent marché, les titulaires du marché sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires membres du groupement est engagé pour la totalité du marché.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'entité adjudicatrice, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication de l'entité adjudicatrice est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

### 1.6.2 – Représentation de l'entité adjudicatrice pour l'exécution du marché

Pour l'exécution du marché, l'entité adjudicatrice est représentée, sous réserve de changement ultérieur, par : **Monsieur le Président de la CCI Hauts de France.**

## 1.7 – Autres obligations

### 1.7.1 - Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché conformément aux articles L2193-1 et suivants et les articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique

En application des dispositions de l'article R2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par Ports de Lille CCIHDF, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par Ports de Lille C.C.I.H.D.F.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article R2193-1 et suivants du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 et suivants et des articles 2143-6 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En outre, il doit fournir les documents suivants à l'appui de sa demande :

- Formulaire DC4 dûment signé en original par le Titulaire et le sous-traitant. L'agrément n'est pas accordé lorsque les 2 signatures (Titulaire et sous-traitant) ne sont pas originales.
- Formulaire DC2 dûment rempli.
- Déclaration du Chiffre d'affaires des 3 dernières années.
- Déclaration des effectifs des 3 dernières années.
- Les principales références similaires à l'objet du marché.

- Les qualifications et certificats éventuels : QUALIBAT, PRO BTP, Amiante.
- Extrait kbis de moins de 3 mois.
- Attestation d'assurance valide.
- Attestation de vigilance URSSAF de moins de 6 mois.
- Attestation de régularité fiscale.
- Avis de situation au répertoire SIRENE.
- RIB du sous-traitant.
- Fiche de demande de création fournisseur (le SIRET à indiquer dans cette fiche est le SIRET qui sera utilisé pour la transmission des factures sur Chorus Pro).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 41.1 du CCAG Travaux).

En cas de sous-traitance autorisée, le titulaire reste seul et unique responsable des obligations qui lui incombent en vertu du marché.

Il est expressément convenu que tout sous-traitant auquel le titulaire fera éventuellement appel, est soumis aux exigences contenues dans l'ensemble des documents contractuels, notamment aux règles de qualité, de confidentialité et de sécurité prévues au présent cahier des charges.

### **1.7.2 - Confidentialité – Protection des données à caractère personnel et sécurité**

#### **a) Obligation de confidentialité**

Le titulaire et l'entité adjudicatrice qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'entité adjudicatrice sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

#### **b) Mesures de sécurité**

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par l'entité adjudicatrice dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

### c) Règlement Général de Protection des Données à caractère personnel

Lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement RGPD susvisé.

A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du marché public.
- traiter les données conformément aux instructions de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord cadre.
- respecter la confidentialité ou se soumettre à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- recevoir la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D.
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- mettre à la disposition de Ports de Lille – CCI Hauts de France toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de Ports de Lille – CCI Hauts de France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement Ports de Lille – CCI Hauts de France.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer Ports de Lille – CCI Hauts de France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En tout état de cause, le Titulaire et Ports de Lille – CCI Hauts de France garantissent les points suivants dans le cadre de l'exécution du présent marché :

Toute personne dont les données sont traitées dans le cadre du présent marché a le droit d'en savoir plus sur ses droits, de retirer son consentement ou demander l'effacement de ses données à caractère personnel en le demandant à la DPO de la CCI Hauts de France à l'adresse suivante : [dpo@hautsdefrance.cci.fr](mailto:dpo@hautsdefrance.cci.fr)

La CCI Hauts-de-France s'engage ainsi à cesser l'utilisation de ses données à caractère personnel ou le cas échéant à détruire les données concernées. La personne peut également, s'il estime après avoir contacté la DPO, que ses droits sur ses données ne sont pas respectés, adresser une réclamation à la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés).

### **1.7.3 – Conditions générales d'exécution**

Les conditions d'exécution du marché sont détaillées dans le CCTP.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du maître d'ouvrage.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux.
- b) L'exploitation normale du domaine public et d'un site portuaire.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux usagers et riverains à proximité de la zone de travaux pendant la durée de l'opération, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur, compresseurs etc.).
- Odeurs, fumées, gaz.
- Poussières d'origines diverses, enlèvement de gravois, etc.
- Etat défectueux des voies et accès, boues et gravois, au passage des engins et camions.
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le titulaire devra en référer au maître d'ouvrage.

Il est précisé que le Titulaire du marché assure la garde du terrain à compter de la notification du marché jusqu'à la réception sans réserve des travaux. Par conséquent, il assure la sécurisation du site pendant la durée dont il a la garde afin d'éviter de nouveaux dépôts de déchets sauvages.



## **ARTICLE 2. – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **2.1 – Pièces particulières**

- L'acte d'engagement renseigné.
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) – Non contractuel.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe n°1 – Photos historiques du site d'Haubourdin
  - Annexe n°2 – Périmètre d'intervention – 11.12.2024
  - Annexe n°3 – Plan topographique et parcellaire du 28.09.2012
  - Annexe n°4 – Inventaire des déchets d'Haubourdin – 20.11.2024
  - Annexe n°5 – Plan de repérage des déchets effectué par le MOA sur site d'Haubourdin 16.09.2024
  - Annexe n°6 – Localisation des zones de stockage des déchets inertes et végétaux – 11.12.2024.
- Le mémoire technique du candidat.
- Attestation de visite de site.

### **2.2 – Pièces générales**

- L'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG Travaux 2021).
- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3.3.1 du CCAP.

## **ARTICLE 3. – PRIX – REGLEMENT DANS LES COMPTES**

### **3.1 – Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3.1.1 – Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, sauf application de la taxe sur la valeur ajoutée.

En complément des dispositions de l'article 9.1 du CCAG Travaux 2021, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultant de l'exécution des missions confiées au titulaire, y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

### 3.1.2 – Calcul du montant

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application des prix unitaires en fonction des quantités réellement exécutées.

Les prix seront réglés conformément aux prix unitaires indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Il est rappelé que le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) n'est pas contractuel et que seules les quantités commandées et exécutées seront rémunérées.

### 3.1.3 – Modalités de règlement des comptes

Par dérogation à l'article 12 du CCAG Travaux 2021, le paiement des factures des travaux réalisés se fait sur la base des demandes faites au représentant de l'entité adjudicatrice par le Titulaire. La demande de paiement contient, outre les références du marché, un document avec les sous-détails (descriptions, prix unitaires, quantités...) du montant demandé.

La date de réception par le représentant de l'entité adjudicatrice de la demande régulière de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoient les articles R2192-13 du code de la commande publique, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

### 3.1.4 – Modalités de paiement - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux d'intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

### 3.1.5 – Utilisation obligatoire de Chorus Pro pour la transmission des factures

L'ensemble des entreprises titulaires de marchés publics ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures de manière dématérialisée via Chorus Pro : [https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm)

Les éléments à renseigner sur Chorus Pro dans le cadre de la transmission des factures sont :

Numéro SIRET du maître d'ouvrage	CCI de région Hauts de France 130 022 718 00014
Code service	506
Numéro d'engagement juridique	Ce numéro apparaîtra sur le bon de commande/engagement.

Les factures qui ne seraient pas transmises via Chorus Pro ne pourront pas être traitées.

### **3.2 – Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### **3.2.1 – Modalités de révision**

Les prix du présent marché sont fermes et non révisables.

#### **3.2.2 – Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé dans l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ) et figure en première page de l'acte d'engagement.

#### **3.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

### **3.3 – Modalités de présentation du paiement**

Lorsque le titulaire remet à l'entité adjudicatrice une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les références du marché, de chaque avenant (éventuel), du bon de commande (éventuel)
- Les noms, n° SIRET et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations effectuées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou diminué des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG Travaux ;
- Le détail des prestations facturées ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- En cas de sous-traitance, la nature des prestations effectuées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.
- Le détail des quantités, des prix unitaires et montants demandés. Il sera précisé le montant de l'acompte demandé et le montant total des acomptes déjà reçus en paiement.

NB : La demande de paiement doit être suffisamment détaillée permettant à l'Entité Adjudicatrice de contrôler les factures reçues. Toute demande ne remplissant pas les conditions précisées dans le présent CCAP seront refusées et le Titulaire sera tenu de transmettre des demandes conformes. Le refus entraîne une suspension des délais de paiement jusqu'à la transmission d'une demande régulière.

## **ARTICLE 4. – DUREE DU MARCHE ET DELAI DE REALISATION – PENALITE, PRIMES ET RETENUES**

### **4.1 – Durée du marché – Délais d'exécution**

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

#### **4.1.1 – Période de préparation**

La période de préparation est la période durant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions préparatoires doivent être prises et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages doivent être établis. Cette période est incluse dans le délai d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux 2021, la durée de la période de préparation est fixée dans l'acte d'engagement.

Il est procédé, avant tout commencement d'exécution des travaux et conformément aux articles 28.2, 28.3, 29 du CCAG-Travaux 2021, à la remise à l'acheteur du programme d'exécution des travaux, le calendrier d'exécution des travaux ainsi que les différentes études réalisées ou à réaliser dans le cadre de l'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux 2021, la période de préparation court à compter de la notification du marché.

#### **4.1.2 – Délais d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans le planning remis dans l'offre. En cas de nécessité, ce délai peut être ajusté par l'Acheteur sans que le Titulaire du marché ne puisse s'y opposer.

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux 2021, ils commencent à courir à partir de la date de démarrage du délai d'exécution des travaux indiqué par ordre de service ou à défaut, à compter du lendemain de la fin de période de préparation.

#### **4.1.3 – Délai global d'exécution du marché**

Le délai global d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux. Il court à compter de la notification du marché.

#### 4.1.4 – Programme d'exécution des travaux

En complément de l'article 28.2.1 du CCAG-Travaux 2021, le programme d'exécution des travaux et ses annexes devront préciser :

- les moyens en hommes et en matériels que le titulaire prévoit de mettre en place.
- le type, le nombre et les caractéristiques des engins principaux et matériels devant travailler sur le chantier et qui devront être compatibles avec le programme du titulaire et les travaux à réaliser.
- la provenance de tous les matériaux, ainsi que les noms et adresses de tous les fournisseurs, gîtes, carrières et ballastières.
- les possibilités de contrôle systématiques prévues sur le matériel de fabrication, d'une part, et sur le produit fabriqué, d'autre part, ainsi que le nom du responsable de l'auto-contrôle.
- les plans d'aménagement des emprises et d'installations de chantier montrant les accès et les circulations dans les différentes phases de travaux.

#### 4.1.5 – Prolongation des délais d'exécution

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens de l'article 19.8.3 (premier alinéa) du CCAG-Travaux 2021 est fixé forfaitairement à 5 jours

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux 2021, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après égalera ou dépassera les intensités et durées limitées ci-après :

Nature du phénomène et durée	Travaux concernés	Intensité limite
GEL (température mesurée pendant 2 heures entre 7h et 23h00)	Tout le marché	$\leq - 2^{\circ}\text{C}$
Précipitations (hauteur des précipitations entre 7h et 23h00)	Tout le marché	$\geq 10 \text{ mm}$
Rafales de vent (vitesse de pointe entre 7h et 23h00)	Tout le marché	$\geq 50 \text{ km/h}$ $\geq 50 \text{ km/h}$ $\geq 50 \text{ km/h}$ $\geq 50 \text{ km/h}$
NEIGE	Tout le marché	Tapis couvrant le sol ou couche $> 3 \text{ cm}$

Phénomènes constatés à l'observatoire de Lille-Lesquin, à la double condition que :

- ces phénomènes aient une influence directe sur le déroulement des travaux.
- les jours ainsi décomptés viennent en excédent des jours d'intempéries réputés prévisibles.

## **4.2 – Pénalités**

### **4.2.1 – Pénalités – Généralités**

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux 2021, toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation du retard par l'entité adjudicatrice.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux 2021. L'application des pénalités de retard sera effectuée par précompte sur les décomptes du titulaire. Elles ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-Travaux 2021, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux 2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas **1 000 €** pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux 2021 en vigueur, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

### **4.2.2 – Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux 2021, pour chaque retard d'exécution constaté par le représentant de l'entité adjudicatrice, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **500 €** par jour calendaire de retard.

Cette pénalité s'applique aussi bien pour le retard dans l'exécution des travaux, mais en cas de retard dans la période de préparation.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux 2021, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas **1 000 €** pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire n'est pas limité à 10% du montant du marché.

### **4.2.3 – Infractions aux prescriptions de chantier**

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles précédents et avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'ouvrage des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Les pénalités sont les suivantes :

- a) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : **200 €** par infraction constatée ;
- b) Tout autre manquement ou infractions aux dispositions décrites au CCAP et au CCAG-Travaux : **500 €** par infraction constatée ;
- c) Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : **200 €** par jour calendaire de retard ;
- d) Non balayage, non évacuation des déchets : **500 €** par constat.

- e) Retard dans le nettoyage du chantier : **500 €** par jour calendaire de retard ;
- f) Non transmission des documents demandés : pénalité forfaitaire de **500 €** lorsque les documents ne sont pas fournis dans les délais indiqués dans la demande.
- g) Non-respect des règles RGPD : **200 €**.
- h) Absence injustifiée à une réunion de chantier, réunion d'études ou de synthèse, visite de chantier : **200 € / réunion** ;
- i) Abattage ou atteinte à la survie d'un arbre, non prévue au marché et non validé au préalable par la maîtrise d'ouvrage : **1000 € / U** pour tout ligneux de plus de 20 cm de circonférence ;
- j) Atteinte à l'environnement par destruction d'habitat ou pollution du milieu naturel ou du sous-sol : **1000 € / infraction**.
- k) Non remise de l'intégralité des documents nécessaires relatifs aux travaux et à la gestion des déchets à la date de réception des travaux : **100 € HT / jour calendaire**.

#### **4.2.4 – Transmission des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage**

Conformément à l'article L2193-7 du code de la commande publique, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant de l'entité adjudicatrice lorsque celui-ci en fait la demande.

Le délai de communication du ou des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage est fixé à 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande (en lettre recommandée avec accusé de réception) par le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.5.1.5 du CCAG-Travaux 2021, en cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **300 €** par jour de retard.

#### **4.2.5 – Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du code du travail**

Sur demande écrite du représentant de l'entité adjudicatrice, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à l'article 7.2 du CCAP.

Une pénalité journalière de **300€** sera appliquée par jour de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant de l'entité adjudicatrice aura fixé dans son courrier.

#### **4.2.6 – Production des attestations d'assurances visées à l'article 9 du présent CCAP**

Les attestations d'assurances prévues à l'article 9 du présent CCAP doivent être produites par le Titulaire dans un délai de 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage. Passé ce délai, il sera appliqué une pénalité de **300€** par jour calendaire de retard.

#### **4.2.7 – Pénalités pour retard d'établissement plan de retrait**

En cas de retard à la présentation du plan de retrait, une pénalité de **500 €** euros sera appliquée au Titulaire par jours calendaires de retard.

## ARTICLE 5. – AVANCE FORFAITAIRE – RETENUE DE GARANTIE

### 1- Avance forfaitaire

Il est fait application de l'option B de l'article 10.1 du CCAG Travaux 2021.

Une avance pourrait être accordée au Titulaire du marché lorsque les conditions à sa mise en œuvre seront remplies.

En application des articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial du marché Toutes Taxes comprises conformément au code de la commande publique précité.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas affecté par la mise en œuvre de la clause de révision de prix. Le montant de l'avance est un prix ferme et définitif.

### 2- Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur chaque acompte du marché, la TVA incluse.

Le Titulaire peut, s'il le souhaite, remplacer la retenue de garantie par une **garantie à première demande**. Le montant de la garantie à première demande doit être égal à 5% du montant initial du marché en € TTC.

Toutefois, il est précisé que la garantie à première demande ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Si la garantie à première demande n'est pas présentée lors de la première demande d'acompte, la retenue de garantie sera appliquée.

La retenue de garantie sera remboursée ou la garantie à première demande sera libérée au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

En cas de réserves notifiées et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie sera remboursée ou la garantie à première demande sera libérée, au plus tard, un mois après la date de levée de ces réserves.



## **ARTICLE 6. – CONNAISSANCE DU SITE – PIQUETAGE - PLAN EXECUTION – CONTRAINTES DE SITE**

### **6.1. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux – vérification préalable**

Le titulaire est réputé avoir avant la remise de son offre :

- Pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance.
- Procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie, eau, installations de chantier etc.)
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans et le CCTP, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès des services publics.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter, dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

### **6.2. Organisation – Hygiène et sécurité des chantiers**

Le titulaire soumettra au maître d'ouvrage les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre pour ses installations de chantier.

Dans l'enceinte du chantier, les dépôts provisoires des matériaux devront recevoir préalablement l'accord du maître d'ouvrage pour leur emplacement et leur durée.

### **6.3. Signalisation de chantier**

Un plan de signalisation de chantier sera proposé par le titulaire du marché, en cohérence avec les travaux réalisés sur le site.

Pendant l'exécution des travaux, la circulation publique sera maintenue. De même, les accès des riverains seront rétablis chaque soir.

**Une attention particulière sera donnée à la sécurité des usagers du site : piétons, voitures, transports etc.**

### **6.4. Propreté du chantier**

Le titulaire du marché devra veiller au maintien de la propreté du chantier. Il procédera à ses frais et à la demande du Maître d'ouvrage au nettoyage par balayage mécanique ou tout autre moyen nécessaire.

## **6.5. Dégradations causées aux voies publiques**

Le titulaire du marché prendra toutes les précautions indispensables pour limiter les chutes de déchets, matériaux sur la voie publique. Il effectuera en permanence les nettoyages nécessaires, les dépenses correspondantes étant à sa charge.

## **ARTICLE 7 – RECEPTION DES TRAVAUX**

### **7.1 – Procédure de réception**

Les dispositions suivantes précisent, complètent et dérogent aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux 2021 :

La réception des travaux du présent marché sera opérée pour l'ensemble des travaux. Il s'agira d'une réception globale.

Conformément à l'article 41 du CCAG Travaux 2021, le Titulaire avise le maître d'ouvrage de manière écrite de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

PORTS DE LILLE convoque le Titulaire pour les opérations préalables à la réception (OPR) dans un délai qui est de cinq (5) jours à compter de la date de réception de l'avis du Titulaire ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

Ces OPR font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par PORTS DE LILLE et signé par lui et par le titulaire. Si le titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

La décision de réception peut être sans réserve, ou, avec réserves, ou, sous réserves.

Par dérogation aux articles 41.4 et suivants du CCAG Travaux 2021, lorsque la décision de réception est prise sous réserves ou avec réserves, le Titulaire sera invité à lever les réserves dans un délai qui est fixé dans la décision de réception.

La levée des réserves fait l'objet d'une décision notifiée au Titulaire dans les mêmes conditions que la décision de réception.

Il est clairement précisé que dans le cadre des garanties, lorsque des réserves ont été émises à la réception des travaux, la durée de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) est systématiquement et automatiquement prolongée d'une durée égale à la durée entre la date de réception des travaux et la date de levée effective des réserves émises.

Il en est de même en cas de désordres signalés au cours de la GPA. Ainsi, lorsque des désordres ont été signalés au cours de l'année de garantie de parfait achèvement (GPA), la durée de la GPA est automatiquement et systématiquement prolongée d'une durée égale à la durée entre la date de réception des travaux et la date de réparation effective des désordres signalés.

## **ARTICLE 8. – RESILIATION**

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG Travaux 2021 (articles 49 à 51) avec les précisions et dérogations suivantes :

### **8.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Si l'entité adjudicatrice décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 50.4 du CCAG Travaux 2021, le titulaire a droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision.

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à deux pour cent (2%).

### **8.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire**

Par dérogation à l'article 51.2 du CCAG Travaux 2021, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 50.3.1 du CCAG Travaux 2021, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par l'entité adjudicatrice est rémunérée avec un abattement de 10%.

Le pourcentage d'abattement est fixé à 20%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), i) et j) de l'article 50.3.1 du CCAG Travaux 2021.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

### **8. 3. Exécution de la prestation aux frais et risques**

En application de l'article 52 du CCAG Travaux 2021, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 52.3 du CCAG Travaux 2021, la mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

## **9. Assurances**

Les dispositions concernant les assurances ci-après définies dérogent à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux 2021.

### **A. Installations et engins de chantier**

Le titulaire fera son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation de son marché et non destinés à être incorporés dans les ouvrages réalisés.

Il veillera notamment à ce que les véhicules terrestres à moteurs et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient aussi garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en dehors de toute circulation.

Il s'assurera aussi pour les risques en cours de transport étant bien précisé ici que la clause 50/50 sera appliquée en cas de dommages constatés après livraison sur le site lors du déballage entre son assureur « transport » et ceux auprès desquels le représentant de l'entité adjudicatrice aura souscrit ses assurances.

#### **B. Responsabilité civile en cours de chantier et après travaux.**

Le titulaire devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il a souscrit un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile (y compris celle du fait des sous-traitants de niveau 1) et couvrant les conséquences pécuniaires des dommages (y compris du fait de la pollution accidentelle) corporels, matériels et immatériels causés au tiers y compris le maître d'ouvrage et le représentant de l'entité adjudicatrice du fait notamment de l'exécution des travaux objet du marché.

Le titulaire fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que son assureur s'engage à aviser le représentant de l'entité adjudicatrice lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (article L113-3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif.

**L'attestation originale** émise par l'assureur devra comporter les points suivants :

- La liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti ;
- L'attestation devra être valable au jour du démarrage des prestations du titulaire et renouvelée chaque année pendant la durée de son intervention.

#### **Montant minimum des garanties par sinistre :**

- *Responsabilité civile avant réception (garanties par sinistre) :*

Tous dommages confondus : corporels, matériels et immatériels : 3 000 000 €

Dont dommages matériels et immatériels confondus : 2 000 000 €

Dont dommages immatériels non consécutifs : 200 000 €

- *Responsabilité civile après réception (garanties épuisables) :*

Tous dommages confondus : corporels, matériels et immatériels : 3 000 000 €

Dont dommages matériels et immatériels confondus : 2 000 000 €

Dont dommages immatériels non consécutifs : 200 000 €

La franchise en dommages matériels et immatériels consécutifs sera au maximum de 10 000 €.

En tout état de cause, cette police devra prévoir des montants de garanties suffisantes pour la couverture des risques encourus.

En cas de groupement, chaque membre devra satisfaire aux obligations précisées ci-dessus.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à l'article 4.2.6 du présent CCAP.

## ARTICLE 10. – DIFFERENDS ET LITIGES

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG travaux 2021, le délai laissé à l'entité adjudicatrice pour notifier sa décision motivée sur un mémoire en réclamation est fixé à deux mois.

En cas de litige, et s'il ne peut y avoir de règlement amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Lille.

Toutefois, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

## ARTICLE 11. – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Article du CCAP	Dérogation	Article du CCAG Travaux 2021
2	Pièces constitutives du marché	4.1
3.1.3	Modalités de règlement des comptes	12
4.1.1	Période de préparation	28.1, 18.1.1
4.2.1	Pénalités – Généralités	19.2.4, 3.2.4, 19.2.1, 19.2
4.2.2	Pénalités pour retard d'exécution	19.2, 19.2.1, 19.2.2
4.2.4	Transmission des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage	3.5.1.5
7.1	Procédure de réception	41 et suivants, 41.4 et s
8	Résiliation	Chapitre 7 du CCAG Travaux 2021 (articles 49 à 51)
8.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire	51.2
8.3	Exécution de la prestation aux frais et risques	52.3
9	Assurances	8.1.3
10	Différends et litiges	55.1.2

A .....Le.....

Le Titulaire

Signature + cachet précédé de « Lu et approuvé »